



Fête de l'Huma : 11, 12 et 13 septembre

Retrouvez toutes les infos : <http://huma.pcf44.fr>
et les vignettes de soutien en vente à la fédération
de Loire Atlantique au prix de 22€

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 995

29 juin 2015

prix : 0,70 €

11.12.13 septembre 2015

www.humanite.fr

Fête de l'Humanité



LA COURNEUVE
PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES-VALBON

Frédéric Cayé / Gouloukifé

Podemos

Révolution citoyenne ou
recomposition politique ? **2**

Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique



Plus de 2000 personnes
se sont pressées au parc
paysager de St-Nazaire **3**

Elections Régionale



Les communistes appellent au
rassemblement et à la
convergence citoyenne **4-5**

Huma – Café :

L'imaginaire d'internet
et des réseaux **6**

Loi Rebsamen

Inspirée par les patrons
réalisée par le ministère **7**

Grèce : De la crise financière, économique et sociale à la crise politique

La situation peut paraître compliquée. A l'heure de l'échéance du 30 juin, il faut ne pas perdre l'essentiel.

La Grèce est le premier pays de la zone euro à s'être donné une coalition gouvernementale qui ose remettre en cause le système d'exploitation mise en place par les institutions de la troïka. Le bilan de ces années est sans appel : chômage massif, services publics exsangues, moins 25% de PIB.

Toutes les oligarchies financières du continent veulent mettre en échec cette première tentative de recouvrance de la dignité et de la souveraineté d'un peuple. Les plus cyniques pensent que la Grèce n'est pas indispensable à l'intégration de la zone euro. Les autres trouvent que le prix à payer pour son départ est supérieur à celui de son maintien. **Mais si elle reste, elle doit céder au chantage** : réformes contre argent frais. L'issue de ce bras de fer n'est pas écrit... Il dépend de l'unité de Syriza, de la solidarité intérieure de la population avec son gouvernement, et de la force de la solidarité internationale.



L'actualité politique dans le monde 2

Podemos : Révolution citoyenne ou recomposition politique ?

En Espagne, le bipartisme a vécu sa première défaite dimanche 24 mai à l'occasion des municipales et des régionales partielles (13 communautés autonomes sur 17).



Pour autant le Parti populaire (PP) au pouvoir reste la première force politique (27%), mais il perd 10 points (soit plus de 2 millions et demi de voix) sur 2011 et toutes ses majorités absolues dans les régions ! Le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) avec 25% a mieux résisté ne perdant que 2 points. **L'un et l'autre payent le prix de leurs politiques d'austérité exigées par les institutions de l'U.E, comme solution à la crise financière de 2007-2008.** L'échec du bilan est criant : un actif sur quatre au chômage, dont un jeune sur deux de moins de 25 ans, la destruction des services publics et une précarité croissante de la population.

Ces deux formations postfranquistes totalisent encore 52% des voix contre 65% autrefois, et connaissent en conséquence une érosion sévère au profit de nouveaux partis. **C'est donc d'abord d'un rejet du bipartisme et de la politique économique des partis dominants, que sont nées non pas une, mais deux nouvelles formations: Podemos et Ciudadanos (C's).**

En effet, les écolo-communistes de la gauche radicale (Izquierda Unida—IU) se sont vus grignoter par l'émergence en 2014 de **Podemos** (« nous pouvons », à la manière du « Yes we can » de Barack Obama), né dans le prolongement des manifestations anti-austérité et du mouvement des indignés de 2011, Le ras-le-bol de l'alternance politique, l'aspiration à de nouveaux comportements de lutte, utilisant les technologies de communication des réseaux (facebook), ont favorisé des structures d'organisation horizontale. Par conviction ou par manque de moyens (recours au crowdfunding), il est laissé beaucoup de liberté aux initiatives spontanées, ce qui séduit les groupes de précaires hautement qualifiés, en attente d'emploi et d'efficacité politique immédiate.

La multiplication des affaires de corruption qui a frappé plusieurs dirigeants du PP, a ajouté dans le paysage

Stop au TAFTA !

...on ne négocie pas avec des « alliés » qui écoutent derrière la porte

Les téléphones des trois derniers présidents français étaient placés sur écoute par les services de la NSA, l'agence nationale de sécurité des Etats-Unis !

Comme déjà en 2013, se confirme qu'une puissance réputée « alliée » (depuis l'Hermione !), se livre à des actes de barbouzerie systématiques au sommet de l'Etat français.

Trop, c'est trop !

Des conséquences immédiates doivent être tirées d'un tel comportement.

A commencer par « stopper toutes les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique », a déclaré le 24 juin, jour de la nouvelle révélation, André Chassaigne, chef de file des députés PCF/ Fdg à l'assemblée nationale.

Un ami ne vous espionne pas. Il nous faut aller au-delà de l'émotion et de la colère. Pour Washington, il y a « eux » et « les autres ». Même les « vassaux » sont à surveiller. Depuis la 2ème guerre d'Irak(2003) l'on sait qu'ils ne s'interdisent pas de diffuser de fausses informations à destination de leurs propres alliés.

En réalité, les Etats-Unis se comportent en puissance impériale. Ils veulent affaiblir l'Union européenne, faire main basse sur ses potentiels industriels, agricoles et ses services, dans le

cadre de la guerre économique planétaire de la mondialisation capitaliste, dont ils veulent rester les maîtres.

politique une déception et des interrogations dans l'électorat de droite. En conséquence Ciudadanos Parti de centre droit né en Catalogne il y a 9 ans, a désormais des ambitions nationales. Son succès encore limité (3ème force dans les municipalités et 4ème en nombre de députés dans les régions avec 8,4% des votes) tient à son rôle de « parti-récupération » pour ces déçus du Parti populaire, qui représentent aujourd'hui le 1/3 de son électorat. C's donne une solution à l'électorat centriste qui jusqu'alors votait Podemos uniquement pour éviter la victoire des deux partis traditionnels (PP et PSOE).

Ainsi, Podemos et Ciudadanos sont souvent comptabilisés dans la même colonne de l'opposition « montante ». Mais l'un se veut « anti-austérité et anti-libéral », alors que l'autre se limite davantage à l'« anti-corruption ».

A l'origine Podemos a constitué une offre politique à gauche. Evitant cependant de se définir trop précisément comme tel, pour attirer les anciens électeurs du PSOE, d'IU, les abstentionnistes ou les électeurs modérés. **Une grande partie de leur succès est dû à leur composition multiforme, combinant les caractéristiques de vote de protestation typique avec le soutien des électeurs progressistes.** Il ne présentait pas de candidatures en tant que tel aux municipales, mais soutenait des « personnalités » d'unité populaire sur des plateformes citoyennes. (Ce qui rend la mesure précise de leurs résultats difficile). Mais dans le nouveau rapport de force, **une alliance avec l'un des deux « nouveaux » partis est devenue incontournable pour constituer des majorités municipales ou régionales.** C'est ainsi que la gauche a conquis de nombreuses villes dont Madrid, en s'alliant...avec le PSOE.

Aussi la question reste posée : restructuration du système des partis politiques, ou « révolution citoyenne » ?

Le vrai rendez-vous aura lieu en Novembre prochain pour les législatives, dans un contexte notamment européens, que personne aujourd'hui ne peut envisager avec certitude.

cadre de la guerre économique planétaire de la mondialisation capitaliste, dont ils veulent rester les maîtres.

Dans ces conditions il n'est pas possible d'être dans un rapport de confiance et de coopération.

D'autant que ce qui est présenté comme « un partenariat transatlantique » d'un côté de l'océan, est appelé « **OTAN économique** » par Hillary Clinton de l'autre ! Les Etats-Unis cherchent par les écoutes d'une part et les traités de libre échange (Atlantique et Pacifique) d'autre part, à compléter leurs dispositifs militaires visant à endiguer les grands pays émergents, notamment la Chine.



Stiglitz soutient la création de la banque asiatique d'investissement

Le prix Nobel d'économie, professeur à l'Université de Columbia de New-York, soutient la création de la Banque asiatique d'investissement (BAII). Dotée de 50 milliards de dollars dans un premier temps, elle aidera à financer les énormes besoins d'infrastructures de l'Asie. «c'est une avancée majeure en termes de gouvernance mondiale. Les Etats-Unis, qui la combattent font preuve d'un aveuglement coupable ».

La Russie accueillera du 8 au 10 juillet à Oufa(*), le 7ème sommet des pays émergents



Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'est donné pour **objectif principal de favoriser une transition vers un monde multipolaire régit par le droit international.** Puisque l'Occident ne veut pas partager ses positions dominantes et les utilise à des fins politiques, les BRICS ont créé des institutions mondiales parallèles. Ce ne sera pas non plus un bloc orienté vers une intégration horizontale comme l'Union Européenne.

(*) république de Bachkirie près de Kazan.



La Grèce obtient un accord gazier de 2 milliards d'euros

En pleine bataille avec les « institutions » de La troïka, le premier ministre grec décroche à Saint-Pétersbourg un accord sur la prolongation du gazoduc TurkStream entre la Russie et la Turquie, en Grèce. **S'ajoute la discussion des moyens d'organiser l'importation en Russie de la production agricole grecque.** Mais pour l'heure il n'est toujours pas ouvert question d'aide financière directe.



La Fête! rebelle et fraternelle



Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

3

La participation au rendez-vous !



Plus de 2000 personnes se sont pressées au parc paysagers de Saint-Nazaire pour la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique qui s'est déroulée les 23 et 24 mai dernier. Une vraie réussite populaire, festive et politique pour la fête du mensuel de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF qui cette année encore alliait politique, culture, esprit de lutte et divertissement et affichait sa solidarité avec les luttes des peuples grec et kurde.

C'est sous le soleil et avec les luttes au cœur, justement, que s'est ouvert la fête en donnant la parole à des acteurs syndicaux du département : intérimaire, étudiant, portuaire, salarié à Pôle emploi, chacun a pu exposer les combats en cours dans son secteur, créant même parfois du débat.

Un débat qui s'est poursuivi ensuite avec Fabrice David et Aymeric Seassau, respectivement secrétaire du l'UD CGT 44 et du PCF 44 afin de dénoncer d'une seule voix le scandale des exonérations patronales et autres cadeaux fiscaux ! L'occasion aussi pour la fédération du PCF de lancer sur la fête une pétition sur ce même thème et de dénoncer les 200 milliards d'euros distribués aux entreprises, dont 30 d'exonération de cotisations, 10 de crédit impôt compétitivité, 6 de crédit impôt-recherche sans aucune contrepartie et sans aucun résultat probant sur l'économie réelle de ce pays et sur l'emploi.

Un débat important, sérieux qui n'a toutefois pas empêché le public de poursuivre sur un registre plus festif avec la programmation musicale du samedi soir.

Et la fête de se poursuivre le lendemain. Vangelis Goulas, responsable de Syriza Paris, Olivier Dartigolles, porte parole du PCF, étaient invités à débattre des alternatives en Europe face aux politiques libérales. L'occasion, pour les nombreux visiteurs et les militants de témoigner de leur solidarité envers le peuple grec. Un peuple saigné par ses créanciers mais dont le nouveau gouvernement a engagé un bras de fer contre les institutions européennes qui n'ont de cesse de vouloir démontrer qu'aucune alternative n'est possible. Pour autant, comme le rappellera le responsable de SYRIZA des lois progressistes sont votées en Grèce parmi lesquels la gratuité des soins ou encore la restauration du SMIC à son niveau de 2007.

Les élus communistes du département étaient invités, le dimanche matin, à débattre de leur action au sein des collectivités locales (.voir ci-dessous). La journée, riche s'est poursuivie aux carrefours des différents stands associatifs et de section, au détour des différentes animations pour terminer sur un meeting des plus mobilisateur et un concert d'Orange Blossum des plus endiablé.

Réforme des collectivités territoriales

Quelle politique de gauche dans les territoires ?

Pour les élus communistes, l'austérité imposée aux collectivités est politique : elle vise à ce qu'aucune politique locale de gauche puisse se mettre en place. Pourtant des exemples sont cités de résistance là où un rapport de force a pu se construire : la création d'une agence de financement pour se passer des banques traditionnelles, les avancées sur les tarifications sociales à Nantes Métropole ou encore la politique régionale de forts investissements en préférant l'endettement pour préparer l'avenir à la contraction de l'activité.



Lorsque la réforme territoriale est abordée, les élus réagissent en pointant que les débats sur la nouvelle carte des régions ont surtout détourné des vrais enjeux : les moyens et les compétences. Des collectivités regrettent par ailleurs la tentative

municipaux que régionaux. Dans la bataille pour les classes populaires il faut bien comprendre que rien ne peut se régler sans les gens ou sans les élus. Les élus communistes sont bien davantage dans le savoir faire que dans le faire savoir, mais pour gagner en efficacité réussir à impliquer et informer les populations sera déterminant. Pour cela, les militants doivent pouvoir tant donner leur avis sur le travail des élus, que pouvoir le faire partager au plus grand nombre.

Une fête qui n'existerait pas sans l'engagement bénévole !

Si la dernière édition de la fête des nouvelles a été aussi combative, enjouée, et en un mot réussie, c'est bien grâce à l'engagement des nombreux bénévoles, communistes, lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique, sympathisants, amoureux de la fête venus donner le coup de main ! Une réussite qui ne serait rien sans le concours des camarades intermittents du spectacle qui, comme chaque année, s'investissent sur la fête pour la faire vivre. Sans eux, pas de scène, pas de lumière, pas de son, pas de spectacle et beaucoup moins de bonne humeur. Qu'ils soient ici remerciés pour cette belle journée qu'ils nous ont fait vivre !

La fête du bonheur



Observation du soleil depuis le parc paysager, grâce à Amar Bellal, rédacteur en chef de la revue progressiste



Orange BLOSSUM



Vangelis Goulas (Syriza Paris) durant le meeting en présence d'Olivier Dartigolles (porte parole du PCF) et de camarades du centre culturel Kurde



Les Pays de la Loire en chiffre

L'assemblée régionale compte 93 élus parmi lesquels 5 élus communistes, Philippe Denis, Gilles Bontemps, Julie Cochin, Aymeric Seasau, Véronique Mahé.

Créée en 1972, la région des Pays de la Loire (Mayenne, Sarthe, Loire-Atlantique, Maine et Loire, Vendée) compte près de 3 700 000 habitants (5,8% de la population française) pour une superficie de 32 100 km².

Elle est la troisième région industrielle de France, avec plus de 250 000 emplois dans ce secteur ! Elle connaît un chômage à hauteur de 8,8% (9,9 en France). Elle compte près de 118 000 étudiants, 145 000 lycéens et 30 000 apprentis.

Territoire riche et varié, les Pays de la Loire compte 70% de surfaces agricoles (contre 54% au plan national), 368 km de littoral.

Son réseau TER compte 14 million de voyageurs par an avec une fréquentation qui a augmenté de 60% en 10 ans

Elections régionales 2015

4

Point de vue

Par Véronique Mahé



Depuis 2004, notre Région est dirigée par une majorité de gauche dans laquelle **les élu(e)s communistes ont pris toute leur place. Ils ont toujours travaillé pour mener des politiques publiques ambitieuses et utiles aux habitants.** Les avancées sont nombreuses : qu'il s'agisse des transports, du développement économique, du suivi des fonds publics, de la création de nouveaux lycées, de mobilisation en faveur de la jeunesse, les communistes et leurs élu(e)s peuvent défendre fièrement leur bilan.

Bien sûr, ces avancées interviennent alors qu'au plan national, les orientations du gouvernement, appliquant les directives austéritaires de la Commission européenne, déçoivent les électrices et électeurs qui l'ont porté au pouvoir. L'échec de la politique gouvernementale conduit à la démobilisation du « peuple de gauche » et à la montée des idées populistes. Il est de notre responsabilité collective de prendre la mesure de la gravité de la situation actuelle et d'y répondre.

Notre ambition aujourd'hui est de faire gagner un projet rassembleur, c'est-à-dire un projet anti-austérité répondant aux besoins des populations. C'est la seule façon d'empêcher que la droite et l'extrême-droite fassent main basse sur la Région, ce qui ne ferait qu'aggraver les souffrances sociales. **Nous refusons ce scénario qui signifierait le renoncement à des politiques résolument ancrées à gauche, au service de l'intérêt général, politiques que la région pourrait mener avec des élus de gauche,** utiles pour le progrès, la justice sociale et l'égalité.

C'est dans ce sens, que les cinq fédérations PCF ont rencontré l'ensemble des forces de gauche régionales pour débattre de cette démarche. Le collectif régional va également multiplier les rencontres avec les acteurs sociaux, associatifs, syndicalistes, culturels. Sur ces objectifs principaux, un large rassemblement peut se construire et envoyer le message d'espoir qu'attendent les électeurs socialistes, écologistes et du Front de Gauche, tout comme les abstentionnistes : la gauche française existe, elle est capable de dépasser ses différences pour se rassembler sur l'essentiel et prouver qu'une alternative à la politique du pouvoir actuel est possible.

Prévues initialement en mars 2015, **les élections régionales auront finalement lieu les 6 et 13 décembre 2015,** dernières élections avant les présidentielles de 2017, ces élections auront une portée locale indéniable, mais aussi nationale. Elle sont un scrutin d'importance au regard des

compétences des régions, au moment même où le pays, les territoires sont bousculés par les réformes libérales.

Dans ce contexte la responsabilité sera lourde, à gauche, de porter des programmes anti-austérité. D'autant que les réformes territoriales vont peser à l'encontre de la démocratie locale, des finances publiques et in fine, des services publics rendus aux habitants en accentuant les inégalités entre territoire.

La Région pourquoi faire ?

Une des grande compétence de la région concerne le développement économique. La région gère ainsi les aides aux entreprises (aide soumises à contrôle et à remboursement sous l'impulsion des élus communistes), elle a un rôle majeur dans l'élaboration et l'exécution de la partie régionale du contrat de plan qui engage région et Etat sur le financement de projets qui concourent à l'aménagement du territoire, au financement de grandes infrastructures, au soutien de filières d'avenir.

La région gère les transports régionaux de voyageurs, et participe même au financement d'infrastructures ferroviaires, c'était le cas par exemple pour la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant.

Elle est également compétente dans le **domaine de l'éducation et de la formation professionnelle**, elle met en œuvre des actions de formation professionnelle continue et d'apprentissage, elle est aussi chargée de la construction, de l'entretien et du fonctionnement des lycées d'enseignement général, professionnels, agricoles (5 nouveaux lycées financés et 4 autres en prévision).

En 2002, elle acquérait de nouvelles compétences en matière de protection du patrimoine, de développement des ports maritimes et des aéroports, et en matière d'environnement, de qualité de l'air et de classement des réserves naturelles régionales.

La région, organise en chef de file les modalités de l'action



commune des collectivités territoriales pour l'exercice des compétences relatives à l'aménagement et au développement durable du territoire ; à la protection de la biodiversité ; au climat, à la qualité de l'air et à l'énergie ; au développement économique ; au soutien de l'innovation ; à l'internationalisation des entreprises ; à l'intermodalité et à la complémentarité entre les modes de transport ; au soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Bien évidemment, cette liste de compétences est susceptible d'évoluer en fonction de l'adoption de textes en cours d'examen portant nouvelle organisation territoriale de la République. Pour exemple la clause de compétence générale qui permet aux collectivités locales d'intervenir sur des dossiers qui ne sont pas directement liés à ses compétences propres, a été abrogée, puis restaurée et à nouveau abrogée au grand dam des élus communistes

Mode de scrutin

Le scrutin régional de décembre 2015 aura lieu sur la base des nouvelles circonscriptions liées à la création des 13 nouvelles régions (22 auparavant en métropole). La région Pays de la Loire restant inchangée après une forte mobilisation de ses élus pour éviter son démantèlement. Les conseillers régionaux seront élus pour une durée de six ans. Les conseillers régionaux sont élus au scrutin de liste selon un système mixte combinant les règles des scrutins majoritaire et proportionnel. Au premier tour, si une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés (plus de 50 %), elle obtient le quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Sinon, il est procédé à un second tour. Les listes ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés peuvent se maintenir, et éventuellement fusionner avec les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages. La liste qui arrive en tête obtient un quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au second tour.

Bilan, projet, les communistes en débattent

Le 6 juin dernier, les communistes de Loire-Atlantique s'étaient donnés rendez-vous pour échanger sur les prochaines échéances régionales, **l'occasion pour les militants présents de prendre en compte du travail accompli par les élus régionaux communistes et d'entamer un travail de réflexion autour des projets à porter et à défendre à l'occasion de la campagne à venir.**

La matinée de travail a débuté par un rappel des précédentes réformes territoriales qui conduisent à ces élections. Il a été ensuite rappelé les différentes politiques menées lors depuis 10 ans et l'apport des élus communistes dans la majorité de gauche.

Dans un contexte austéritaire, la région a quant à elle beaucoup investi (2,8 milliards en 5 ans soit 168 € par habitant ce qui est supérieur à 7% par rapport à la moyenne des régions). Les 5 élus communistes ont œuvré à la mise en place de politiques de gauche qui répondent aux besoins des populations en matière d'emploi, de formation, de développement économique, de mobilisation en faveur de la jeunesse, de la solidarité... Parmi les



exemples donnés : les plus de 10000 emplois sauvegardés en 10 ans; la création d'un « pack 15-30 ans » pour l'égalité d'accès à la santé, au logement, à la culture; la mise en circulation de 112 nouveaux trains et la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant, la création de 5 nouveaux lycées...

Un travail salué par les communistes bien décidés à accentuer ces politiques dans un contexte où les collectivités locales peuvent servir "d'amortisseur social" à la politique gouvernementale.

Ainsi les idées, propositions ont été débattues parmi lesquelles la plus grande implication et participation des citoyens et des acteurs syndicaux, et la mise en avant des politiques relatives à l'emploi, à la jeunesse à la formation, au transport...

Ce travail sur le projet continue dans les sections et les cellules, les militants communistes peuvent envoyer leur contribution sur le site : <http://44.pcf.fr/72012> ou à regionale@pcf44.fr ou à PCF44, 41 rue des olivettes, 44000 Nantes.

La France des régions bouleversée

L'adoption de la loi NOTRe change la configuration de la France régionale. Participant de l'idéologie de réduction du mille-feuille, les réformes territoriales visent à créer des supra-régions d'échelle continentale. Ce bouleversement des institutions locales ne porte aucune ambition d'amélioration de l'action publique au service des citoyens, alors même que ce devrait être la visée de toute nouvelle organisation.

La seule vocation de ces réformes est de réduire l'action publique locale, de réduire les services public, avec pour seul objectif des économies comptables dont on mesure les dangers pour l'avenir et le développement économique et social.

Les communistes, leurs élus, défendent une autre vision de la décentralisation et entendent bien se battre contre un nouveau cadre institutionnel hérité des logiques d'austérité.



vers des pactes anti-austérité

5

Elections Régionales, les communistes appellent au rassemblement et à la convergence citoyenne

LE conseil national du PCF se réunissait le 10 juin dernier, il adoptait une résolution concernant les élections régionales (extraits).

Au lendemain de l'adoption de la loi NOTRe qui bouleverse l'organisation de la République, la portée territoriale, nationale et européenne des nouvelles régions souligne l'importance de ce scrutin. [...] Deux enjeux sont mêlés avec ces élections :

- L'avenir de la République : des régions au service de la solidarité et de l'égalité ou des régions au service de la compétition et des inégalités.

- Une issue véritablement de gauche à la crise politique ou l'enfoncement dans une situation qui bloque tout espoir.

Nous refusons la perspective de régions au service exclusif de la métropolisation libérale laissant à l'autre bout de la chaîne, des « déserts » et des territoires d'exclusion. Nous voulons préserver le droit à l'égalité territoriale, travailler à une harmonisation des territoires dans une vision équilibrée de l'aménagement. Nous voulons promouvoir un nouveau modèle de développement économique, agricole et urbain en liaison avec de nouveaux droits de la personne et des salarié-e-s. Nous voulons des régions solidaires citoyennes, démocratiques, écologiques, féministes.

Nous voulons faire entrer dans le pouvoir régional les exigences populaires de solidarité et d'égalité, faire des élections régionales un moment du rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent des politiques de gauche alternatives à l'austérité, à l'offensive sécuritaire et liberticide actuelle.

Nous voulons construire pour cela des dynamiques politiques et citoyennes jusqu'aux urnes qui mettent en échec la droite et l'extrême droite et ouvrent la possibilité de politiques publiques de gauche offensives.

Dans les régions dirigées par des majorités de gauche, les communistes avec leurs élu-e-s ont permis des avancées pour les populations [...]. Le PCF a fortement contribué à ces acquis que nous ne voulons pas voir abandonner ou brader. Nous refusons que la droite et l'extrême droite s'emparent de nouveaux pouvoirs et points d'appui pour 2017. Mais nous ne découplons pas cet objectif d'œuvrer à des politiques solidaires, citoyennes, écologiques remettant l'humain au cœur des priorités régionales à rebours des logiques financières de concurrence imposées par l'Europe. [...]

Pour une nouvelle union populaire, nous appelons au rassemblement et à la convergence citoyenne.

Le PCF a pris la décision de rencontrer dans chaque région l'ensemble des forces de gauche et de travailler avec elles les conditions du rassemblement politique et citoyen le plus large à gauche. Les régions ne sauraient être les relais des choix gouvernementaux et européens. La situation de crise sociale économique écologique ou encore démocratique appelle au contraire des politiques clairement anti austéritaires et anti libérales.

Des convergences de projet s'affirment entre les forces du Front de gauche, écologistes, Nouvelle donne, des militants ou personnalités socialistes, acteurs sociaux, militant-e-s antiracistes, et féministes, culturels, intellectuels et syndicalistes qui, comme nous, cherchent à œuvrer à l'alternative à gauche ouvrant la possibilité de plate formes régionales et de listes de large rassemblement de 1er tour pour des politiques régionales d'une gauche offensive et citoyenne.

Un premier état des lieux montre que le débat des communistes s'oriente très majoritairement vers ce choix et sa mise en œuvre. Il y a de la disponibilité pour favoriser l'implication politique et citoyenne la plus large possible sous toutes les formes et à tous les niveaux.

Il atteste également de la volonté largement partagée des communistes de travailler pour le second tour à la fusion des listes capables de battre ensemble la droite et l'extrême droite.



Nous travaillerons à ce rassemblement en fonction des configurations régionales, avec l'objectif de pousser tout au long de la mandature les objectifs que nous aurons portés dans la campagne du premier tour et d'assurer la présence de nombreux élu-e-s communistes, Front de gauche et issus de nos listes de rassemblement dans les nouvelles assemblées.

Leur présence sera un facteur déterminant pour les politiques qui y seront menées et pour travailler les rapports de force en lien avec les citoyen-ne-s et le mouvement social.

Les discussions montrent le besoin pour le PCF d'être à l'offensive pour faire vivre nationalement notre démarche.

Dans les semaines qui arrivent les communistes seront appelés à déterminer leurs choix de rassemblement et leurs chefs de file région par région. Ils resteront maîtres de leurs décisions jusqu'au terme des consultations en cours. Les options diverses, si elles existent dans les régions, devront être soumises à leur choix.

Le Conseil national tient à souligner que notre démarche de pactes régionaux et de listes de large rassemblement au premier tour autour de ces pactes sera d'autant plus forte et efficace si elle est mise en œuvre nationalement dans toutes les régions. Passer à la vitesse supérieure.

Alors que nous tenons ce Conseil national du PCF, le débat politique est en train de s'accélérer. Nationalement comme dans les régions. Le congrès du PS a attesté de sa volonté de sceller son unité autour d'un soutien au Président de la République. Tout montre que le malaise reste pourtant aussi profond

De plus en plus de voix, socialistes comme du Front de gauche, d'EELV, de Nouvelle Donne, de la sphère sociale disent leur volonté d'en finir avec cette politique gouvernementale qui conduit tout droit à la montée de l'abstention, à la désespérance, la montée de l'abstention nourrissant le vote FN et celui pour la droite la plus revancharde. Le champ des possibles grandit pour construire des majorités de projets et d'idées, des majorités pour gouverner.

Aujourd'hui il ne suffit plus de désigner ce que nous refusons, il s'agit alors d'affirmer ensemble et dans le respect de chacun ce que nous entendons faire.

Les élections régionales seront déterminantes pour les politiques qui y seront menées bien sûr, elles pourront être également déterminantes dans notre capacité à relancer l'intervention populaire. Le CN du PCF appelle à se rassembler faisant de ces élections un moment utile à nos concitoyens, permettant de faire grandir une nouvelle gauche porteuse d'alternative.

Il ne s'agit pas de nier les différences ni même de se cacher qu'il reste encore un long chemin à parcourir, mais notre responsabilité comme celle du Front de gauche est de nous mettre au service du mouvement citoyen, de celles et ceux qui continuent à lutter comme ils sont aujourd'hui des dizaines de milliers à le faire au sein de leur entreprise, pour préserver des lignes SNCF, des lycées, des hôpitaux de proximité, pour une mobilisation citoyenne face à la finance et une autre utilisation de l'argent des banques et des budgets, le maintien d'une agriculture paysanne, d'une association culturelle...

Le PCF entend s'engager sans réserve dans cet objectif !

Véronique Mahé, membre du Conseil National du PCF, conseillère régionale sortante, conseillère municipale d'opposition à Saint-Joachim a été désignée à l'unanimité du conseil départemental, chef de file communiste pour la Loire-Atlantique afin de permettre une entrée en campagne rapide et efficace.



Un collectif régional PCF au travail

Le conseil national des 10 et 11 Avril invitait « les organisations du Parti, dès maintenant, à engager le débat dans les régions et avec les communistes, à travailler nos objectifs politiques pour faire gagner des politiques de gauche, à partir de larges rassemblements progressistes ; élaborer des propositions concrètes pour nos régions ; prendre des contacts avec les partenaires du Front de gauche et l'ensemble de la gauche, pour faire émerger des pactes régionaux anti-austéritaires, de progrès social, écologique et démocratique. » Un collectif régional a rapidement été installé rassemblant 3 délégués par fédération PCF des Pays de la Loire ainsi que le président du groupe communiste au conseil régional Philippe Denis et le trésorier national Jean-Louis LeMoing désigné par l'exécutif national du PCF pour suivre et organiser les travaux des communistes. Aymeric SEASSAU, Véronique MAHE, Yvon RENEVOT ont été désignés à l'unanimité du conseil départemental de Loire-Atlantique pour y participer avec pour suppléants Nicolas CARREY et Pedro MAÏA.

Ce collectif a pour but partagé d'organiser avec les communistes de la région un débat, véritablement instruit, facteur de cohésion et de rassemblement jusqu'à un choix stratégique sanctionné par une décision majoritaire et assumée, garantie par une exigence de transparence et d'information égale de tous les communistes de la région.

Les communistes des Pays de la Loire veulent à la fois une campagne qui s'inspire de leurs ambitions de faire gagner la gauche et de participer aux affaires de la région et un débat au cœur de l'action contre l'austérité et pour faire progresser la crédibilité d'une nouvelle politique.

Le collectif s'est réuni à un rythme intensif et a engagé une série de rencontres avec l'ensemble des forces politiques de gauche dans le même temps que s'est ouvert un calendrier de travail sur le projet régional auquel les communistes sont invité à contribuer.

EELV, la GU, le PS, le PG, Ensemble, Nouvelle Donne, le MRC ont ainsi rencontré les communistes avec la proposition de se voir à nouveau rapidement. A la suite du conseil national de Juin (voir ci-contre), les 5 fédérations ont convenu de tenir rapidement une conférence de presse commune permettant d'entrer publiquement dans la campagne et de lancer un appel aux forces, aux hommes et aux femmes de gauche qui ne se résignent pas à la politique libérale du pouvoir national à s'engager ensemble dans un large rassemblement contre l'austérité, au service d'un pacte pour une région solidaire, citoyenne et écologique.

Il revient

Pif est de retour dans un numéro spécial de 192 pages disponible dans les kiosques depuis le 25 juin. Cette réédition tirée à 100 000 exemplaires au prix de 5,90 € est l'occasion de découvrir et de redécouvrir pour l'état d'esprit de ce magasin porteur de valeurs d'ouverture sur le monde et de partage.

Corto Maltese, Placid et Muzo, Rahan, Pif et Hercule... Tous les héros de Pif Gadget font leurs grand retour pour l'été accompagné par des jeux, d'actualité et des inédits.



Culture, idées, sciences

6

Sommeil :

Plutôt du matin ou du soir?



Des études se sont penchées sur la question afin de comprendre les mécanismes qui régissent nos comportements. Le mois dernier, une équipe anglaise a révélé que curieusement, **être du matin et se lever tôt, ou être du soir et être plus productif en deuxième partie de journée, aurait une source génétique.**

L'étude a été réalisée sur différents groupes de drosophiles (mouches) présentant les deux types de rythme. Pour se faire, l'activation des gènes de chaque sorte de drosophiles a été analysée à différents moments de la journée, puis comparée. Les résultats ont identifiés l'implication d'environ 80 gènes déterminants cette dimension comportementale. Les gènes activés à différents moments de la journée expliqueraient les différences de comportement des deux groupes appelés chronotypes.

Les chercheurs ont également montré que les processus moléculaires induits par l'activation de ces gènes ne sont pas seulement décalés dans le temps, mais présentent également un partenariat spécifique à chacun des différents chronotypes. Ceci serait dû aux **notables différences génétiques caractéristiques à chaque rythme journalier.** Puisque le système de gènes des drosophiles est si ressemblant à celui des humains, les chercheurs supposent que des gènes humains similaires à ceux des mouches pourraient eux aussi impacter notre rythme journalier.

Alors pourquoi vouloir lutter contre la grasse matinée si elle est écrite dans notre patrimoine génétique ?

Fanny TSE-TSE

Cette réflexion constitue un prolongement de l'article de la page culture du n°982 du mois de juillet 2014 : « Le capitalisme à l'assaut du sommeil »

« Et si on aimait la France » de Bernard Maris

Dans ce livre posthume, Bernard Maris, économiste chroniqueur à Charlie Hebdo, assassiné le 7 janvier 2015 avec ses amis de la rédaction, lance cette affirmation sereine, contre tous les déclinismes, tous les catastrophismes.

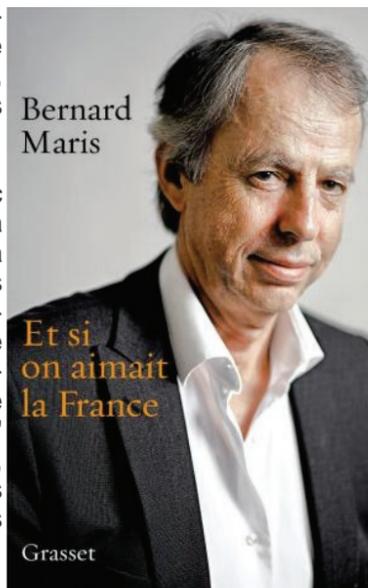
Au-delà des polémiques stériles

Bernard Maris ne nous assomme pas avec chiffres et tableaux. Il flirte ici gaiement avec la démographie, l'anthropologie, la sociologie et la géographie. Ses références contemporaines sont, Michel Houellebeck (Houellebeck économiste, B.Marais, 2014), Philippe Ariès, Hervé Le Bras, Emmanuel Todd, Jacques Lévy et Christophe Guilluy. Sans se soucier s'ils sont de gauche ou de droite. Ni pour certains de les "réfuter" à la va vite et à côté de la plaque, comme c'est trop souvent le cas dans des polémiques stériles répétées visant certains d'entre-eux (Guilluy, Todd).

Le temps long de l'anthropologie

De leur côté, les démographes et anthropologues contemporains (Le Bras et Todd) nous enseignent que « malgré le saccage urbain et périurbain, malgré l'immigration, ne disons pas l'ordre éternel des champs, mais l'éternité anthropologique de la France se perpétue ». Car, à les suivre, il existe « une vie humaine et sociale des profondeurs, indépendante de l'actualité économique et politique mise en scène par les médias », qui échappe « à la perception de monde rétrécie qui sert d'évangile à l'instruction des élites » (Le Bras et Todd, *Le mystère français*, 2013). Même si l'économisme tente sans cesse de reprendre le dessus à travers la mondialisation, en tirant les élites (mondialisées) et en rabaisant les autres (territorialisés).

Avec les géographes, il faut dire définitivement adieu à la géographie régionaliste classique, et mettre ainsi un terme à « la fable de la France rurale ». Depuis 1980, la France est totalement urbanisée, de façon plus ou moins dense ». Mais, « ce n'est pas la ville à la campagne qui a détruit la salubre morale de nos ancêtres, c'est la campagne à la ville qui a fait pénétrer jusque chez les bobos, et sans doute les banlieusards, la douceur de nos paysages et la couleur des moissons ».



Les nouveaux territoires de la géographie sociale

On retrouve le périurbain., Jacques Lévy met en évidence que les politiques de la ville se trompent de cible depuis des décennies : « c'est là où l'espace public et les transports publics ont disparu qu'il faudrait en créer, dans le périurbain ». (J.Lévy, *Réinventer la France*, 2013). De sorte que cette question sociale reste cachée sous le tapis du pavillon, « celle des inégalités, du pouvoir d'achat, de l'accès aux services publics, [elle] est reléguée dans le périurbain, au-delà des banlieues, dans ce périurbain où se trouvent désormais massivement les pauvres non immigrés, dont le vote extrême est fréquent ».

La pauvreté n'est évidemment pas que dans le périurbain, elle est partout. Et il n'en reste pas moins que l'un des mérites des travaux de Christophe Guilluy, c'est d'avoir montré que «

les couches populaires sont les grandes perdantes de la lutte des places » (*Fractures françaises*, 2010). Pour Bernard Maris, on ne peut nier que « la France est aujourd'hui à la recherche d'un équilibre ? Entre religions, entre villes et zones de rien, entre industrie et écologie ».

Un livre essentiel, agréable à lire, des analyses de fond dont la décence voudrait qu'elles échappent aux polémiques hors de propos sur tous ces sujets [1]

Un grand monsieur qu'on n'oubliera pas, et dont les analyses perdureront.

Jean-Yves MARTIN

Bernard Maris, *Et si on aimait la France*, Ed. Grasset, 2015, 144 p., 15 €

[1] On peut espérer que, cette fois, on aura la simple décence de ne pas critiquer ce livre avant même de l'avoir lu, comme ce fut largement le cas du dernier livre d'Emmanuel Todd, "Qui est Charlie ?" Et on aurait aimé connaître la lecture que Bernard Maris aurait su en faire.

Huma-Café : L'imaginaire d'internet et des réseaux

Pierre MUSSO philosophe de formation, spécialiste de Saint-Simon, universitaire et chercheur reconnu, aujourd'hui professeur de sciences de l'information et de la communication à Rennes 2, était le dernier invité du 91ème et dernier Huma café, avant l'été.

Le thème du débat (ci-dessus) était frappé d'ambivalence. A la fois attrayant par son caractère novateur, contemporain et quotidien, mais envisagé par chacun et chacune avec une certaine appréhension, comme un sujet compliqué à maîtriser.

Loïc Le Gac dans sa présentation devait insister sur cette ambivalence : « ce bien commun universel (l'internet), dominé par les intérêts privés; la connexion grandissante de la société, s'opposant aux fractures numériques multiples entre générations et catégories sociales... ».

Pierre MUSSO de prime abord déroulait l'écheveau via une projection vidéo, articulant un plan d'une grande clarté, mettant en perspective les étapes historiques et les enjeux contemporains « de ces nouveaux, nouveau monde ». S'appuyant sur ses travaux sur Saint-

Simon, et plus récemment sur Georges Balandier (l'Humanité du 5 juin dernier), il devait souligner combien « la technique n'est pas neutre. Elle n'est pas seulement un usage, mais aussi une fonction culturelle ». Il devait donner une vision « sédimentaire », par couche successive, de la notion d'imaginaire, qui accompagne l'action, comme le plan de l'architecte, est d'abord dans sa tête avant de se concrétiser dans le réel.

Développant l'historique de l'idée de «réseau» depuis les Grecs jusqu'à aujourd'hui, il en soulignait quatre marqueurs : son caractère Révolutionnaire (« Google change le monde »), la production d'une association universelle (Facebook), porteur d'une nouvelle économie (e-commerce)... mais en quatrième lieu arrive la question politique., car l'architecture d'un réseau définit un choix de société et de politique : centralisé (radio, télé) décentralisé (internet, vraiment ?), distribué (téléphone)... Tout réseau est porteur d'ambivalences (promesses/menaces), dans le pouvoir, le savoir, la mémoire, la justice sociale, le lien social, la prospérité



économique, la mobilité... **La nouvelle société en réseau est-elle une société fraternelle, communautaire ou une société infernale soumise au contrôle, à la surveillance de tous par des pouvoirs économiques ou politiques ?**

Une séance d'un haut niveau de connaissances et d'échanges, qui confirme le rôle de l'Huma-café dans le débat d'idées de notre capitale régionale.

Le chiffre

Aux régionales, 7 Français sur 10 voteraient sur des enjeux locaux et 2 sur 10 pour sanctionner le gouvernement

Par ailleurs la préoccupation numéro 1 serait le développement économique, puis environnement-cadre de vie suivis par la formation, le ferroviaire et les lycées selon le sondage BVA « Régionales 2015 intérêt et attentes des Français » du 21 juin 2015.

La phrase

« Le travail de la commission d'enquête que je propose de créer devrait s'articuler autour de deux axes : estimer la soutenabilité de la trajectoire financière des collectivités du bloc communal d'ici à 2017 ; - évaluer l'impact de la baisse des ressources sur les décisions d'investissement et sur le fonctionnement des services publics de proximité. »

Nicolas Sansu, député communiste, introduisant la création d'une commission d'enquête sur la baisse des dotations de l'État, le 16 juin 2015.

Au cœur des luttes et des collectivités

7

Loi Rebsamen

Inspirée par les patrons, réalisée par le ministère !



moins de 300 salariés seront désormais autorisées à supprimer comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), en les remplaçant par une seule instance : la délégation unique du personnel (DUP). Pour les entreprises de plus de 300 salariés, cela sera possible aussi à condition d'un accord avec les syndicats. « L'intégration des CHSCT au sein de la DUP pose problème (...), estime la députée du Front de gauche Jacqueline Fraysse en commission. Y siéger exige des compétences particulières dont l'acquisition représente un vrai travail. Le regroupement conduit à un affaiblissement du rôle et de la place des CHSCT dans l'entreprise ».

Le texte de loi dit « Rebsamen » dont l'examen s'est achevé vendredi dernier fera l'objet d'un vote solennel le 30 juin. Le gouvernement ayant décidé la procédure accélérée, c'est-à-dire une lecture par chambre, une commission mixte paritaire (7 députés, 7 sénateurs) sera ensuite chargée de trouver une version commune. En cas d'échec, c'est l'Assemblée qui aura le dernier mot.

Présenté comme une avancée par le ministre du Travail pour « fluidifier » le dialogue social, le projet de loi annonce la fusion prochaine des instances représentatives du personnel et introduit un certain nombre de mesures d'inspirations profondément libérales. La philosophie du texte a été résumée dans la clarté par le ministre, c'est un « dialogue social moins formel ». Comprendre par là, la levée d'éventuelles freins aux licenciements avec un amincissement des cadres légaux de la représentation des salariés. Ainsi les entreprises de

Le gouvernement a aussi complété le texte par une mesure dévoilée le 9 juin pour favoriser l'emploi dans les petites et moyennes entreprises (PME): autoriser deux renouvellements pour les CDD et les contrats d'intérim, contre un actuellement, dans le cadre de la durée maximale. Une mesure réclamée par le patronat.

Malheureusement le texte devrait être approuvé par l'Assemblée Nationale. En première lecture le groupe PS a flôlé l'unanimité en votant pour, à une seule voix près. L'ensemble de la droite et du centre a voté à l'unisson contre. Il n'y a guère que parmi les écologistes que les votes se sont partagés en parts presque égales entre l'adoption (8 voix) et l'abstention (9 voix). Les députés communistes se sont, eux, prononcés contre.

Comme un pied de nez au discours néo libéral actuel la centrale syndicale de Montreuil a, quant à elle, lancé une grande campagne de pétitions : « Augmentez les salaires, les minimas sociaux, les pensions » !

Transports

Conserver la ligne de train Caen - Le Mans - Tours



Le 11 juin dernier, les trois Vice-Présidents aux transports des Régions Centre, Basse Normandie et Pays de la réagissent par un communiqué à la publication du rapport Duron sur les Train d'Équilibre des Territoires (TET). Situés entre le segment TER et celui des TGV, les TET servent à relier entre elles plusieurs régions et donc à effectuer des trajets moyennes à longues distances. Le rapport parlementaire préconise le transfert de la ligne Caen - Le Mans - Tours vers le niveau régional, ligne qui se ferait désormais en car. « Inacceptable et absurde » pour les élus : cela constituerait un désengagement de l'État, serait contraire à l'égalité des territoires et irait à l'encontre du développement des transports collectifs peut émetteurs en gaz à effets de serre. Par ailleurs, le rapport propose de relancer un nouvel appel d'offre de renouvellement du matériel roulant ce qui stoppera l'actuel. Pour les communistes ce serait un manque à gagner pour les Régions et l'État et cela remettrait en cause le plan de charge de la filières et fragiliserait l'emploi. Pour les élus communistes il est encore temps d'infléchir ces orientations en lançant avec les citoyens, usagers, élus, associations et syndicats une nouvelle bataille du rail.

Nantes

La ville œuvre pour l'égalité femme-homme



A la rentrée la ville de Nantes mettra en place un conseil de l'égalité femme-homme, une initiative soutenue et saluée par les élus communistes lors du dernier conseil municipal.

Par la voix de Nathalie Blin, ils ont fait savoir leur satisfaction à ce que grâce à ce conseil, « nous allons pouvoir mettre autour de la table tous les acteurs de notre ville qui travaillent, luttent pour l'égalité réelles entre les hommes et les femmes, et dégager des actions prioritaires pour résorber les phénomènes inégalitaires qui gangrène notre société malgré les avancés législatives. »

Parmi les orientations stratégiques de ce futur conseil, l'élue communiste en retient trois particulièrement importantes et qui concernent l'égalité professionnelle, la promotion de l'égalité-fille garçon dans les écoles et centres de loisirs, ainsi que la lutte contre les violence faites aux femmes et l'exigence de création d'un lieu d'accueil ad-hoc à Nantes. Elle réaffirme enfin, la volonté de travailler sur tous les champs de la domination masculine qu'ils soient sociaux, culturel, religieux ou psychologique .

En bref

Une marche pour l'égalité



La marche des fiertés contre l'homophobie et pour les droits des bi et trans a réuni près de huit mille participants le 13 Juin à Nantes. Dans une ambiance estivale festive et militante, les participants en ont profité à fond. Comme un rappel pressant que l'égalité est un combat permanent une poignée de militants fascistes ont enchaîné les salut nazis au coin de l'église Saint-Nicolas.

La foule bariolée a poursuivi son chemin accompagné de militants politiques et syndicaux dont des représentants du PCF, leurs élus et des syndicalistes de la CGT ou encore de la CFDT.

Colère chez les territoriaux !

Des agents de la Ville et de la métropole ont fait grève et manifesté devant la mairie à l'occasion du dernier conseil municipal nantais. La déception est grande chez les fonctionnaires victimes depuis la 6ème année consécutive du gel de point d'indice, du désengagement de l'Etat concernant les politiques d'avancement de carrière via la fixation des ratios au niveau local ou encore avec la dégradation constante de leurs conditions de travail.

Les élus communistes, après avoir salué les grévistes sont intervenus en conseil municipal par la voix de leur président de groupe, A. Seassau. Selon l'élue « il ne s'agit pas de geler le point d'indice des fonctionnaires mais bien de geler les baisses de dotations aux collectivités ! »

Gueret

La convergence pour les services publics s'est félicitée dernièrement de la dynamique de la grande journée de mobilisation pour les services publics. L'occasion de lancer par la même occasion des assises pour les services publics plus que jamais nécessaires en ces temps de crise et d'austérité.

La journée a rassemblé plus de 7000 personnes, débutant par des débats sur les grands enjeux du service public, les besoins et les droits des usagers, la réforme territoriale, la question écologique.

Le pari de rassembler les usagers, les personnels, les citoyens, les élus autour du service public dans la diversité des organisations et des collectifs dans une ambiance festive est ainsi réussi.

Ouvrons-là

Solidarité avec les palestiniens

Par Charles MARSAUD

Le MJCF a envoyé une délégation de 14 Jeunes Communistes pour un voyage de solidarité en Palestine du 20 au 29 avril dernier, afin de rencontrer ceux qui luttent contre l'occupation de la Palestine par Israël. Plusieurs facteurs dans la région ont changé depuis le dernier voyage du MJCF en Palestine en 2013.

L'expansion des terroristes de l'EI, et surtout les bombardements sur la bande de Gaza l'été dernier. Sur les 14 JC seulement 13 ont pu rentrer sur le sol israélien, plusieurs camarades ont subi un interrogatoire poussé, et l'un d'eux a été renvoyé en France après 2 nuits en centre de détention. Cela présageait assez bien de la répression et la suspicion permanente qui est palpable dans la société israélienne, instillée par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu. **Au cours du séjour nous avons été à Ramallah où nous avons pu rencontrer une association féministe, une autre pour la défense des prisonniers politiques, le Parti du Peuple Palestinien, le Fatah.** Nous avons participé à une manifestation du Comité de Résistance Populaire de Nabi Saleh, et participé à la « Nakba » qui commémore l'exode massif des palestiniens après le conflit israélo-arabe de 1948. Nous avons aussi pu fêter les 30 ans de l'ancien prisonnier politique, Salah Hamouri.

A Nazareth nous avons rencontré l'association Inma qui lutte pour la reconstruction de la Palestine, le syndicat des travailleurs « Histadrut », la JCI et un député de Hadash. Chaque rencontre nous a permis de mieux appréhender les enjeux de ce conflit et d'en voir les conséquences sur la Palestine, mais aussi en Israël où la précarité augmente du fait des moyens consacrés à l'armée. Le coût de la colonisation ampute les budgets sociaux et participe à creuser les inégalités dans une société déjà marquée par les discriminations. L'ensemble des organisations que l'on a pu rencontrer avait en commun la même revendication, la reconnaissance d'un état palestinien libre et indépendante aux côtés d'un État israélien libre et indépendant, afin d'avoir une paix juste et durable au Proche-Orient.



Hommage à Jean-Paul RICA et Marthe GALLET



Jean-Paul RICA, militant communiste et responsable syndical nous a quitté brutalement le 22 mai. Jean Paul était une personnalité attachante, chaleureuse, engagée et combative. Il laisse derrière lui un grand vide. Il avait consacré sa vie militante à la CGT, à la coordination des services publics du département, il était aussi membre de la CE de la fédération des services publics et l'ancien secrétaire du syndicat de la ville de Nantes. Nous présentons à Isabelle, son épouse, à leurs enfants, à leurs proches, nos plus sincères condoléances.

Nous avons aussi appris le décès de Marthe GALLET âgée de 100 ans. Militante communiste et féministe, institutrice, co-fondatrice de l'Union des Femmes Françaises en 1944, association devenue Femmes solidaires. Marthe voua toute son existence à la lutte, avant ses engagements féministes, elle combattit le fascisme en aide à l'Espagne républicaine, puis dans la Résistance où elle s'engagea dans les FTP, arrêtée, elle s'évada de prison pour rejoindre de nouveau la lutte armée. Nous assurons à sa famille, à ses proches, à ses camarades, de tout notre soutien dans ce moment difficile.



Photo : Raymond Tessier

Banquet de la section Loire et Sèvre

Les communistes de la section Loire et Sèvre se sont retrouvés le samedi 13 juin à Gorges pour partager ensemble un moment convivial bien mérité. Moment convivial et politique puisque l'initiative a débuté par un débat sur les enjeux des prochaines élections régionales, en présence d'Aymeric SEASSAU, secrétaire départemental du PCF et conseiller régional ainsi que de Véronique MAHE, également élue régionale. Un débat intéressant tourné vers le besoin de construire des politiques de progrès avec la présence d'élus communistes au Conseil régional pour les défendre. Près de 50 communistes ont participé à la soirée qui s'est poursuivie par un repas et une animation musicale.



Palestine : Un peuple en prison !

Pierre RIOU, militant communiste, membre de l'association France Palestine solidarité s'est rendu en Palestine du 16 au 30 octobre 2014 dans le cadre d'une « mission olive », il témoigne de son séjour, il nous raconte ce qu'il y a vu, les personnes qu'il a rencontrées, la situation politique dans les territoires occupés par Israël. Une lettre a été envoyée à François HOLLANDE, elle est restée sans réponse.

NLA : Quel était le but de ton séjour en Palestine ?

P.R. : Aider les Palestiniens, comme chaque année l'AFPS organise des « missions olives » qui permet aux Palestiniens d'accéder à leurs terrains. Je suis aussi allé manifester pacifiquement avec les palestiniens sur la commune de Surif où le gouvernement israélien veut prendre aux Palestiniens 400 hectares de terre. J'ai vu le village de Suriza situé à 1000 m d'altitude détruit par l'armée israélienne, les gens y vivent sous des abris précaires, l'école reconstruite sans isolation ni chauffage permet de scolariser les enfants jusqu'à 13 ans, après ils doivent aller à Yatta situé à 5 km sous la menace des colons et de leurs chiens. J'ai vu le village d'Umm EL Khays qui venait d'être détruit et où avait été construit à proximité, un village de colons.

NLA : Quelle situation politique as-tu rencontré ?

P.R. : C'est une guerre d'occupation, les Palestiniens vivent en permanence sous la menace de l'armée israélienne, il faut savoir qu'il y a 3 militaires pour 1 colon. Un mur qui se construit toujours et qui fait plus de 700 km de long sur une hauteur de 5 à 6 m. Le gouvernement israélien s'est approprié tous les points d'eau, les palestiniens doivent faire des détours de plusieurs km avec une tonne et un tracteur sous le contrôle de l'armée israélienne. La Palestine est une prison à ciel ouvert, encerclée par des murs de séparation gigantesques où la circulation des populations est limitée et ultra contrôlée. Les colonies israéliennes grignotent petit à petit les terres palestiniennes et privent le peuple palestinien de sa souveraineté, de sa liberté et de ses ressources agricoles et hydrauliques. L'objectif israélien étant de soumettre les villageois pour permettre l'extension des colonies. A cette fin, l'armée et la police est omniprésente.

NLA : Comment qualifier l'attitude de l'armée et de l'Etat israélien ?

P.R. : C'est un Etat fascisant, qui intimide, réprime, contrôle toute l'économie. L'armée commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, les arrestations sont arbitraires, elle pratique la torture, les exécutions sommaires...C'est une armée d'occupation qui intimide, réprime, contrôle, a les moyens d'exercer des pressions physiques mais aussi économiques, elle menace d'interdire la vente des produits agricoles, limite l'approvisionnement en eau...

NLA : Quels sont les solutions pour mettre fin à l'occupation israélienne ?

P.R. : Les solutions sont politiques. Seule la pression internationale peut mettre fin à cette occupation. Israël viole toutes les résolutions de l'ONU, l'ONU doit retrouver ses capacités d'intervention et de règlement des conflits. La France au sein de l'Europe doit prendre des initiatives fortes en ce sens. Il y a aussi la possibilité de mettre la pression économique sur Israël, en interdisant l'importation de produits issus des colonies ou en stoppant les partenariats entre entreprises françaises et israéliennes. Et puis il faut informer l'opinion publique internationale, mettre en place des solidarités, des partenariats, des jumelages avec des villes et villages palestiniens, organiser des initiatives publiques à l'image de celle qui s'est déroulée aux Sorinières le 23 octobre 2014 en présence de Raëd paysan palestinien.



«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication :

Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N°0320 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément CHEBANIER

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec

la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Robin SALECROIX

Gauthier LORTHOIS

Mathieu PERRONE

André MAURICE

